

POLITIQUE &gt; Référendum en Italie, présidentielle en Autriche dimanche prochain

# Élections à haut risque pour l'Europe

Dimanche prochain, le président du conseil italien joue sa tête dans un référendum, tandis que le candidat d'extrême droite brigue la présidence autrichienne.

**L**e Europe n'est plus un long fleuve tranquille, si elle l'a jamais été... Les dirigeants tremblent avant chaque nouveau scrutin, depuis le vote du Brexit qui les a tous surpris. Et dimanche prochain, un nouveau choc anti-système peut venir de deux pays à la fois...

#### Italie : le pari de Renzi

Matteo Renzi, 41 ans, au pouvoir depuis bientôt trois ans à la tête d'une coalition de centre-gauche, veut réformer la politique italienne au pas de charge. Il propose un référendum supprimant l'essentiel des pouvoirs du sénat, aujourd'hui en situation de bloquer toute évolution, et assurant une majorité confortable au parti arrivé en tête des législatives. Le seul moyen, dit-il, de rendre l'Italie gouvernable, après un demi-siècle d'instabilité. Mais son style (un « populisme de gouvernement » très disruptif), et sa promesse de quitter la présidence du conseil si le non l'emporte, ont réalisé contre lui la coalition des contraires : la gauche, qui lui reproche sa réforme du marché du travail (Jobs Act), la droite, et le parti populiste de Beppe Grillo, le Mouvement 5 Étoiles, en tête des sondages. Le ris-



Le candidat Norbert Hofer (au centre) et le stratège Heinz Christian Strache (à droite). Photo AFP

que ? Une crise politique dégénérant en crise financière, à cause de la fragilité des banques, dans une économie plombée par la dette.

#### Autriche : Hofer l'extrémiste

Oui, le FPÖ (Parti libéral de l'Autriche) de Norbert Hofer, favori du second tour de la présidentielle, est d'inspiration nazie. Mais la première motivation de ses électeurs est bien, au-delà de l'hostilité contre les migrants, le désir de liquider le monopole des deux grands partis conservateur et social-démocrate, verrouillé depuis la guerre, explique Patrick Moreau dans « L'Autriche des populistes » (Fondapol).

Le risque ? Que le président Hofer, sans grand pouvoir, facilite l'accès à la chancellerie du vrai patron du parti, Hans-Christian Strache. Et un démenti cinglant à

tous ceux qui évoquent un « plafond de verre » empêchant l'extrême droite de gagner une élection à deux tours.

#### Puis l'Allemagne, la France...

Ces scrutins en précédent trois autres : législatives aux Pays-Bas (mars), présidentielle en France (avril-mai) et législatives en Allemagne (septembre). Tous trois devraient voir progresser, à des degrés divers, des candidats anti-système - national et européen. Le pire est que la proximité de ces élections fait en même temps obstacle à toute initiative susceptible de renverser la tendance. Un sujet de plus pour le dernier Conseil européen de l'année, mi-décembre, qui avait déjà au menu les réfugiés, le Brexit, la défense, l'élection de Trump...

F.B.



## Questions à ?

Yves Bertoncini Directeur de l'Institut Jacques-Delors

« Des failles nationales »

#### Pourquoi cette vague populiste sur l'Europe ?

On européanise trop ce phénomène. Pour bien le comprendre, il faut d'abord l'occidentaliser : l'Europe et les États-Unis sont confrontés à un mouvement de plaques tectoniques venu principalement d'Asie, mais aussi du monde arabo-musulman, qui remet en cause leur domination sur les affaires du monde. La mondialisation, qu'elle soit économique ou culturelle, avec les migrations, génèrent ainsi des peurs, des angoisses sociales et identitaires. Ajoutez une crise financière, la pire depuis les années 30 - quand on voit ce qu'il s'est produit dans les années 30, il fallait bien s'attendre à quelques tremblements de terre ! Ce mouvement de plaques tectoniques provoque donc des tremblements de terre là où il y a des failles, et elles sont le plus souvent des failles nationales.

**Comment répondre ?**  
Si les Italiens ou les Autrichiens ont peur, c'est un fait, une réalité à prendre en compte. Or, le système politique traditionnel est enfermé dans un discours rationnel, plein de chiffres. Il faut réapprendre à faire de la politique, y compris pour défendre l'Europe, en tenant en compte les sentiments, les imaginaires, les symboles...

**Recueilli par Francis Brochet**

ENVIRONNEMENT &gt; Référendum

## Sortie accélérée du nucléaire : les Suisses disent non

Les électeurs suisses ont rejeté hier une proposition des Verts, soutenue par la gauche, qui prévoyait d'accélérer la sortie du nucléaire, avec la fermeture dès l'an prochain de 3 des 5 réacteurs helvétiques.

L'initiative, soumise à une votation au niveau fédéral, prévoyait de limiter à 45 ans la durée de vie d'un réacteur. Elle a été rejetée par 54,23 % des voix contre 45,77 % et par 20 cantons sur 26.

Les électeurs de la ville de Bâle ont été les plus nombreux à soutenir l'initiative, avec un score de 60,48 %. Le canton de Genève, à forte tradition antinucléaire, a voté « oui » à près de 59 %, tout comme le canton de Vaud voisin (54,57 %).

#### Elles fermeront malgré tout

L'enjeu ne portait pas sur l'avenir du nucléaire en Suisse, mais uniquement sur un calendrier de fermeture des cinq réacteurs qui produisent en-

viron un tiers de l'électricité du pays. Les autorités helvétiques ont en effet décidé il y a 5 ans déjà de sortir du nucléaire, dans la foulée de la catastrophe de Fukushima au Japon. Elles n'ont toutefois pas fourni de calendrier précis. Les centrales nucléaires suisses opèrent sous des licences qui leur permettent de continuer à produire tant qu'elles répondent aux critères de sécurité.

La centrale de Beznau, installée dans le canton d'Aargau, près de la frontière allemande, est en service depuis 47 ans. Il s'agit de la plus vieille centrale nucléaire au monde. Si le « oui » l'avait emporté, elle aurait dû fermer ses deux réacteurs dès l'an prochain, comme la centrale de Mühleberg, lancée en 1972 dans le canton de Berne. Les deux derniers réacteurs installés en Suisse sont plus récents : celui de Gosgen, à Soleure, a démarré en 1979, et celui de Leibstadt, à Aargau, en 1984.

CUBA &gt; Après la mort de Fidel Castro

## Raul Castro seul aux manettes

Cela fait déjà dix ans qu'il dirige le pays. Dans l'ombre de Fidel. Mais avec le décès vendredi soir du « commandant en chef », Raul Castro, le petit frère, se retrouve véritablement seul aux manettes. À 85 ans. Pour combien de temps et pour quoi faire ?

Ministre de la Défense depuis 1959 et héritier naturel, Raul Castro est devenu officiellement président en février 2008. Le « Lider Maximo », affaibli par la maladie après 47 ans de pouvoir, lui avait passé le témoin deux ans auparavant en 2006.

En 2011, Raul succède à son frère à la direction du Parti communiste lors d'un congrès historique. C'est le début de la « défidérialisation » du régime avec, notamment, l'adoption de premières mesures destinées à sauver Cuba de la faillite. L'île s'ouvre timidement à une économie de marché.

Depuis, Raul s'est imposé comme l'homme fort du pays en écartant



Depuis 2006, Raul Castro s'est émancipé de la doctrine de Fidel. AFP

doucement les hommes que son frère lui avait associés pour les remplacer par des fidèles.

#### Inflexible mais pragmatique

Toujours inflexible sur l'essentiel, il a déjà inscrit son nom dans l'histoire comme l'artisan du rapprochement historique avec les États-Unis grâce une diplomatie pragmatique.

En mars dernier, la visite du président Obama a couronné le rétablissement des relations diplomatiques, acté en juillet 2015, entre la petite île des Caraïbes et la première puissance mondiale. Mais la levée de l'embargo américain ne s'est toujours pas concrétisée.

Fidel décédé, le modèle cubain sera-t-il enterré ? Pas si sûr à en croire les experts. Cela « va probablement accélérer les réformes économiques engagées », estime Jorge Duany de l'Institut de recherche cubaine de l'Université internationale de Floride. Mais le socialisme cubain a survécu à la longue maladie de Fidel Castro, il survivra à sa mort. »

Seul l'arrivée du républicain Donald Trump à la Maison Blanche fait en revanche planer la plus grande incertitude sur l'avenir des relations entre La Havane et Washington.

Et le départ annoncé en 2018 de Raul pourrait être le véritable adieu à Fidel.